



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Demande-de-permis-de-stockage-geologique-refuse>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Campagnes et mobilisations nationales > Projet Cigéo à Bure : non à l'enfouissement des déchets radioactifs ! >
CIGEO/Bure - Actualités de campagne > **Demande de permis de stockage géologique refusé en Suède - info complémentaire
à la visite ministérielle à BURE**

30 janvier 2018

Demande de permis de stockage géologique refusé en Suède - info complémentaire à la visite ministérielle à BURE

**COMMUNIQUE 28/01/2018 Coordination BURESTOP (Burestop55, BZL, Les Habitants
vigilants de Gondrecourt le Château, MNE, Mirabel Lorraine Environnement)**

**Lundi 29 janvier 2018, visite du secrétaire d'Etat auprès de Nicolas Hulot au
« labo » de BURE**

Des opposant.e.s, non convié.e.s, tiennent à apporter une information capitale : en Suède, la demande de permis de dépôt géologique de combustibles usés vient d'être refusée par la Cour environnementale suédoise ! **D'autre part, ils attendent un rendez-vous auprès du ministre, comme demandé déjà par 4 fois Le 23 janvier 2018, le tribunal suédois de l'environnement a dit non à la demande de permis de mise en service déposée par la société de déchets nucléaires SKB pour le dépôt définitif de combustible nucléaire usé à Forsmark, en Suède.**

En cause, la sûreté qui n'est pas assurée, quoi que promette la société de déchets nucléaires SKB (Swedish Nuclear Fuel and Waste Management Company), équivalent de l'Andra en France.

L'ONG MKG et la Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC) et des scientifiques indépendants ont démontré l'existence de risques de dysfonctionnements graves, mais aussi des problèmes de méthodes et de choix du site. Au terme de l'étude d'un solide argumentaire, la Cour environnementale suédoise a prononcé son opposition au projet.

C'est au gouvernement suédois de suivre ou non cet avis crucial à présent. **En Suède comme en France, des inconnues sur la sûreté à court et long terme : de fortes similitudes avec le projet Cigéo**

La Suède dispose depuis 1995 à proximité d'Oskarshamn d'un laboratoire souterrain (Aspö) conçu pour mener des recherches. Construit à une profondeur de 460 mètres, il sert aux études sur le

stockage des combustibles usés en milieu granitique. Selon [SKB](#)

"des conteneurs d'assemblage en acier noir sont insérés dans des sur-conteneurs à enveloppe externe en cuivre. Les sur-conteneurs destinés à être stockés dans le granit, seule formation géologique disponible en Suède, seront logés dans des alvéoles comblées par de la bentonite, une argile qui, une fois saturée d'eau, est totalement imperméable, ce qui permettra d'empêcher la circulation d'eau naturelle dans le granit d'atteindre les colis."

Un des principaux risques annoncé porte pourtant sur la tenue de ces emballages en cuivre dans le temps. Le stockage doit être scellé pour des centaines de milliers d'années et empêcher la radioactivité d'atteindre l'environnement mais selon certains scénarios anticipés, ils pourraient se corroder en seulement quelques centaines d'années.

En Suède comme en France, des agences de surveillance trop complaisantes ?

L'avis de la SSM (Swedish Radiation Safety Authority), équivalent de l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire) sur le dossier présenté par SKB a été remis en cause. [Lors d'auditions fin 2017](#), "le Tribunal a voulu savoir pourquoi SSM a déclaré qu'il était « plausible de montrer » seulement et non pas « qu'il est démontré » comme l'exigent les « Règles générales d'examen". Ou encore : *"il semble que SSM n'ait pas fait suffisamment d'efforts pour s'assurer de disposer des informations nécessaires pour annoncer qu'il est démontré que le dépôt est sûr"*.

Malgré tout, l'autorité suédoise de radioprotection, bien que divisée sur le sujet, aurait approuvé la demande de permis en se fondant sur *"l'hypothèse que l'industrie a le potentiel de satisfaire aux exigences de sécurité"*.

Comme en France, les « gendarmes du nucléaire » évaluent, reconnaissent le risque... et promettent que tout sera résolu avec le temps. En minimisant les difficultés techniques, en ne faisant rien... pour bloquer les processus d'autorisation de projets au danger incontestable, leur responsabilité est clairement engagée.

Le pays « exemplaire » en matière de consultation montré du doigt

La Suède est présentée comme un pays exemplaire en matière d'acceptabilité sociale en ce qui concerne les grands projets ayant des impacts sur l'environnement, dont le projet de stockage géologique. Un consensus avait été progressivement acquis, dans une région déjà nucléarisée (centrale de Forsmark). De fortes retombées financières locales, alliées à des processus de consultation régulières incluant les opposants au projet ont participé à un climat d'implantation favorable, sans pour autant les convaincre tous.

Mais pour l'heure le référendum local prévu en mars 2018 sur la commune d'accueil pour confirmer la décision d'autorisation de mise en exploitation du site serait repoussé, voire abandonné.

A l'heure où le gouvernement français tente de marginaliser, voire de criminaliser l'opposition à Cigéo, ira-t-il jusqu'à minimiser la réalité des dangers technologiques ?

En Suède comme en France, des alternatives doivent être mises à l'étude

L'opposition suédoise réclame du temps et la mise à l'étude d'alternatives plus crédibles, arguant aussi du fait que les coûts du stockage définitif des déchets nucléaires est prohibitif. En Suède, l'autorisation pour la réalisation de ce centre de stockage était prévue fin 2017, le début de construction d'ici 2020 et son exploitation vers 2025. Idem en France, où l'Andra table toujours sur un dépôt de DAC en 2019. Les gouvernements oseront-ils passer en force, au mépris de la sûreté des populations ?

Dans tout pays nucléarisé, l'enfouissement des déchets nucléaires, à vie longue et haute activité notamment, représente un défi scientifique et technologique d'une ampleur sans précédent.

Méthode de conditionnement des déchets radicalement remise en cause (Suède), risques d'explosion et d'incendie en grande profondeur prouvés (France), réaction chimique imprévue et incendie sur un engin de chantier (accident au WIPP - USA), sont les toutes petites parties émergées d'une montagne d'inconnues que des milliers de personnes refusent de cautionner. Le "public" ne se contentera pas de décisions basées uniquement sur des considérations d'ordre politiques.

Partout dans le monde, une urgence absolue :

- ▶ reconnaître politiquement -et publiquement- l'ingérabilité des déchets issus de l'industrie nucléaire
 - ▶ stopper tout projet de stockage menant à une impasse technologique et à une catastrophe financière, remettre à l'étude des alternatives
 - ▶ cesser la construction et l'exportation de nouveaux réacteurs
 - ▶ préparer et mettre en oeuvre une véritable et définitive "sortie du nucléaire"
-

ANNEXE :

<https://www.nuclear-transparency-watch.eu/fr/tag/nucleaire>

<https://www.nuclear-transparency-watch.eu/fr/a-la-une/la-cour-environnementale-suedoise-doit-staturer-sur-le-site-de-depot-geologique-de-combustible-use-propose-a-forsmark.html>

<https://www.mkg.se/en/the-swedish-environmental-court-s-no-to-the-final-repository-for-spent-nuclear-fuel-a-triumph-for-th>

<https://www.burestop.eu>